



**Monsieur Jean-Claude Juncker,**  
Président de la Commission européenne  
**Commission européenne**  
Rue de la Loi 200  
1049 Bruxelles  
Belgique

**Madame Vera Jourova,**  
Commissaire européenne à la Justice, aux Consommateurs et à l'Égalité des genres  
**Commission européenne**  
Rue de la Loi 200  
1049 Bruxelles  
Belgique

**Monsieur Vytenis Andriukaitis,**  
Commissaire européen à la Santé et à la Sécurité alimentaire  
**Commission européenne**  
Rue de la Loi 200  
1049 Bruxelles  
Belgique

Bruxelles, le 1er Février 2018

Monsieur le Président, Madame et Monsieur les Commissaires,

Il y a deux ans, le Parlement européen a ouvert une commission d'enquête sur la mesure des émissions dans le secteur de l'automobile (EMIS) suite au scandale du *dieselgate*. Cette commission a montré l'irresponsabilité des constructeurs automobiles (dont Volkswagen) et des États, qui ont laissé faire des pratiques dangereuses pour la santé de nos concitoyens. La pollution de l'air est en effet responsable de 400 000 morts prématurées par an en Europe, dont 75 000 morts directement liées aux NOx.

Le *dieselgate* connaît aujourd'hui un nouveau rebondissement. Selon les révélations d'une enquête judiciaire américaine, du New York Times et du quotidien allemand Stuttgarter Zeitung, les constructeurs automobiles VW, Daimler, BMW et l'équipementier Bosch auraient financé l'EUGT («Europäischen Forschungsvereinigung für Umwelt und Gesundheit im Transportsektor»), un centre de recherche privé, créé en 2014 avant tout pour effectuer des tests de nocivité des vapeurs diesel sur des singes ainsi que des cobayes humains.



Ce nouveau développement est scandaleux. D'abord, parce que ce genre de pratiques sur des cobayes humains et animaux n'a plus lieu d'être en 2018. Ensuite, parce ces pratiques, clairement destinées non pas à la recherche mais à la promotion du Diesel, sont hautement immorales. Elles en disent long sur la volonté irréductible des constructeurs de défendre un modèle économique et industriel à bout de souffle, au mépris de toute considération éthique, morale et évidemment légale. L'arrogance du toxicologue allemand Helmut Greim, président de l'EUGT clairement financé par l'industrie automobile, connu pour avoir défendu les PCBs, la dioxine, les perturbateurs endocriniens, et qui est par ailleurs également cité dans les Monsanto papers, ainsi que l'inaction affichée de la Commission, pour laquelle Greim siège dans le « Comité scientifique en matière de limites d'exposition professionnelle (CSLEP) » et qui ne s'est pas encore prononcé sur les conflits d'intérêts, nous poussent à l'action.

Par conséquent, nous adressons plusieurs demandes formelles à la Commission européenne :

**1/ UNE REGLEMENTATION ELARGIE, INTERDISANT LA MISE SUR LE MARCHE EUROPEEN DES PRODUITS INDUSTRIELS AYANT FAIT L'OBJET DE TESTS SUR DES ANIMAUX :**

S'agissant de l'expérimentation animale, la Commission européenne a déjà adopté un règlement le 30 novembre 2009 relatif aux produits cosmétiques. Il prévoyait l'élimination progressive de la vente en Europe des produits cosmétiques, qui ont fait l'objet d'une expérimentation animale. Ce règlement a abouti en mars 2013 à l'interdiction totale de mise sur le marché des produits cosmétiques issus de cette maltraitance animale.

En 2016, la Cour de Justice de l'Union européenne par ailleurs posé le principe de l'interdiction d'importer des produits testés sur les animaux afin d'éviter que les firmes multinationales ne contournent la législation européenne en menant des tests dans des pays dans lesquelles les législations sont moins contraignantes.

Il ne peut y avoir deux poids deux mesures, selon les différents secteurs économiques, quand il s'agit d'éthique, de cruauté animale et de santé humaine. Nous demandons à ce titre que les principes de ce règlement soient élargis aux tests liés à des émissions polluantes, qui devront nécessairement trouver des tests de substitution.

## 2/ UN CONTROLE ET DES SANCTIONS FINANCIERES SUR LES EVENTUELLES AIDES COMMUNAUTAIRES DONT L'EUGT AURAIT BENEFICIE, AINSI QUE LA DEMISSION IMMEDIATE DE HELMUT GREIM DE SES FONCTIONS AU SEIN DES INSTITUTIONS EUROPEENNES :

A l'inverse des tests effectués sur des singes aux États-Unis, les tests effectués sur des cobayes humains l'ont été sur le sol européen, à Aix-la-Chapelle en Allemagne. Quelle action la Commission européenne compte-t-elle prendre, suite aux révélations des tests effectués sur des humains à Aix-la-Chapelle ?

S'il est confirmé que ces tests ont été effectués sur demande du Groupement européen de recherche sur l'environnement et la santé dans les transports (EUGT), financé par les trois constructeurs précités, la Commission européenne peut-elle nous indiquer si ce groupement a bénéficié de financements communautaires et, le cas échéant, quelles seraient les sanctions financières liées à l'usage détourné de ces financements ?

De plus, reconnaissez-vous que le travail que Greim a effectué pour l'EUGT est contraire aux critères pour être membre dans un Comité scientifique de la Commission européenne ? Par son travail à l'EUGT, organisme financé par l'industrie automobile, il est démontré qu'il n'est pas un expert indépendant ce qui est pourtant un critère de sélection selon la décision 2014/113/UE de la Commission du 3 mars 2014 régissant l'établissement du comité en question. Nous demandons donc sa démission immédiate.

## 3/ L'INTEGRATION DES VAPEURS DIESEL DANS LA LISTE DES SUBSTANCES CANCERIGENES DE LA DIRECTIVE 2004/37 REVISEE :

La Commission européenne a récemment manqué d'intégrer les vapeurs diesel dans les substances cancérigènes répertoriées par la directive 2004/37, aujourd'hui en cours de révision, dont le but est d'en protéger les salariés. Après de telles révélations sur les méthodes employées par les défenseurs de l'industrie du diesel, la position de la Commission a-t-elle vocation à rester la même, et ainsi nier l'épouvantable réalité ?

L'Union européenne ne peut fermer les yeux sur ces exactions inhumaines. Il est de notre devoir d'agir et de rappeler sans cesse que la construction européenne s'est faite sur des valeurs éthiques et morales, face à la barbarie.

C'est pourquoi nous comptons sur vous et vos services pour apporter toute la transparence nécessaire sur cette affaire et remettre de l'ordre dans les pratiques scientifiques des industriels agissant sur le sol européen.



Veillez agréer l'expression, Monsieur le Président, Madame et Monsieur les Commissaires, de nos sentiments distingués.

Signataires :

Karima Delli (Greens/EFA), Maria Arena (S&D), Hugues Bayet (S&D), José Bové (Greens/EFA), Gérard Deprez (ALDE), Pascal Durand (Greens/EFA), Eléonora Evi (EFDD), Yannick Jadot (Greens/EFA), Eva Joly (Greens/EFA), Edouard Martin (S&D), Louis Michel (ALDE), Piernicola Pedicini (EFDD), Sirpa Pietikäinen (PPE), Michèle Rivasi (Greens/EFA), Marc Tarabella (S&D), Claude Turmes (Greens/EFA)

COPIE :

- Madame Elzietta Bienkowska, Commissaire européenne au Marché intérieur, à l'Industrie, à l'Entrepreneuriat et aux Petites et moyennes entreprises
- Madame Violeta Bulc, Commissaire européenne aux transports



**Mr Jean-Claude Juncker,**  
President of the European Commission  
**European Commission**  
Rue de la Loi 200  
1049 Brussels  
Belgium

**Mrs. Vera Jourova,**  
European Commissioner for Justice, Consumers and Gender Equality  
**European Commission**  
Rue de la Loi 200  
1049 Brussels  
Belgium

**Monsieur Vytenis Andriukaitis,**  
European Commissioner for Health and Food Safety  
**European Commission**  
Rue de la Loi 200  
1049 Brussels  
Belgium

Brussels, 1 February 2018

Dear President, dear Commissioners,

Two years ago, the European Parliament launched a committee to investigate emissions in the automotive sector (EMIS) following the *dieseldate* scandal. This committee has revealed the irresponsibility of the car manufacturers (including Volkswagen) and the States, which have allowed to dangerous practices to the health of our fellow citizens. Air pollution is now responsible for 400,000 premature deaths per year in Europe, including 75,000 deaths directly related to NO<sub>x</sub>.

The *dieseldate* is showing a new rebound today. According to the statements of a US judicial investigation, of the New York Times and the German newspaper Stuttgarter Zeitung, automakers VW, Daimler and BMW and manufacturer Bosch would have financed the EUGT (“Europäische Forschungsvereinigung für Umwelt und Gesundheit im Transportsektor”), a private research center created in 2014 foremost to conduct tests of harmful diesel emissions on monkeys and humans.

This new piece of information is outrageous. First, because this kind of practice on human and animal guinea pigs is reminiscent of the darkest hours of modern history. Secondly, because these practices, clearly intended not for research but to make the promotion of the Diesel engines, are highly immoral. These staggering practices say a lot about the irreducible will of the diesel lobby which maintains an economic and industrial model out of breath, in defiance of all ethical, moral and legal considerations. The arrogance of the German toxicologist Helmut Greim, president of the EUGT, clearly financed by the car industry, known for being favourable towards PCBs, dioxins and endocrine disruptors and who is also cited in the Monsanto papers, as well as the clear inaction of the Commission, for which Greim is a member of the “Scientific Committee on Occupational Exposure Limits (SCOEL)” and which has not made a statement considering his conflicts of interests, push us to ask for action.

Therefore, we would like to address three formal requests to the European Commission:

#### 1 / ENLARGING REGULATION AMENDING THE ENTRY ON THE EUROPEAN MARKET OF INDUSTRIAL PRODUCTS TESTED ON ANIMALS:

As regards animal testing, the European Commission has already adopted a regulation on 30 November 2009 relating to cosmetic products. It provided for the gradual elimination of the sale in Europe of cosmetic products, which have been the subject of animal testing. In March 2013, this regulation resulted in a total ban on the placing on the market of cosmetic products resulting from this animal abuse.

In 2016, the Court of Justice of the European Union has laid down the principle of banning the imports of products tested on animals in order to prevent multinational companies from circumventing European legislation by carrying out tests in countries in which legislation is less restrictive.

There can be no double standards, depending on the different economic sectors, when it comes to ethics, animal cruelty and human health. As such, we are asking that the principles of this regulation be extended to polluting emissions tests, which shall find substitution tests.

#### 2 / MONITORING AND FINANCIAL SANCTIONS ON THE POSSIBLE COMMUNITY AIDS WHICH EUGT WOULD HAVE RECEIVED AS WELL AS THE IMMEDIATE RESIGNATION OF HELMUT GREIM FROM HIS FUNCTIONS WITHIN THE EUROPEAN INSTITUTIONS:

In contrast to tests performed on monkeys in the United States, tests on human guinea pigs were conducted on European soil in Aachen, Germany. What action will the European Commission take following the revelations of the tests carried out on humans in Aachen?



If it is confirmed that these tests were carried out at the request of the European Research Group on the Environment and Health in Transport (EUGT), financed by the three manufacturers mentioned above, can the European Commission tell us whether this grouping has received Community funding and, if so, what would be the financial penalties for the misuse of this funding?

Furthermore, do you agree that the work done by Greim on behalf of the EUGT is contrary to the criteria for being a member in a scientific advisory committee of the European Commission? With his work at the EUGT, organisation financed by the European automobile industry, it is shown that he is not an independent expert, which is however a selection criteria according to decision 2014/112/UE of the Commission from 3 march 2014 governing the establishment of the committee in question. We ask for his immediate resignation.

### 3 / THE INTEGRATION OF DIESEL EXHAUSTS IN THE CARCINOGENS LISTED IN THE REVISED DIRECTIVE 2004/37:

The European Commission recently failed to incorporate diesel exhausts into the carcinogens listed in Directive 2004/37, which is currently being revised, with the aim of protecting employees. After such revelations about the methods used by the defenders of the diesel industry, will the Commission's position remain the same and thus deny the dreadful reality?

The European Union cannot turn a blind eye to these inhuman abuses. It is our duty to act and to constantly remind ourselves that the construction of Europe has been based on ethical and moral values, in the face of barbarism.

That is why we count on you and your services to bring all the necessary transparency on this case and to put in order the scientific practices of the industries acting on the European soil.

Please accept the expression, President, Commissioners, of our distinguished feelings.

Signatories:

Karima Delli (Greens/EFA), Maria Arena (S&D), Hugues Bayet (S&D), José Bové (Greens/EFA), Gérard Deprez (ALDE), Pascal Durand (Greens/EFA), Eléonora Evi (EFDD), Yannick Jadot (Greens/EFA), Eva Joly (Greens/EFA), Edouard Martin (S&D), Louis Michel (ALDE), Piernicola Pedicini (EFDD), Sirpa Pietikäinen (PPE), Michèle Rivasi (Greens/EFA), Marc Tarabella (S&D), Claude Turmes (Greens/EFA)



**COPY:**

- Mrs Elzietta Bienkowska, European Commissioner for Internal Market, Industry, Entrepreneurship and Small and Medium Enterprises
- Mrs Violeta Bulc, European Commissioner for Transport